

Le Canada et la nouvelle Europe

Voici des extraits de l'allocution prononcée par le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au Collège Humber, Campus Lakeshore, Toronto, le 26 mai.

Dans le monde entier, on se souviendra de 1989 comme de l'année de la révolution européenne... Émerveillés, les Canadiens ont vu se produire en l'espace de quelques semaines des événements qu'ils n'espéraient pas voir se matérialiser avant des décennies. Soudain, l'impossible est devenu possible et le rêve, réalité. Mais cette réalité, si elle est porteuse d'espoir, n'amène pas moins avec elle de lourdes responsabilités — pour les Européens comme pour les Canadiens.

Si 1989 a été l'année de la révolution, 1990 marque le début d'une décennie de reconstruction. L'euphorie persiste, mais il faut maintenant se mettre résolument à l'oeuvre. Les événements de 1989 ont fait table rase des structures économiques et politiques répressives et surannées. Mais il faut maintenant édifier de nouvelles sociétés et de nouvelles institutions. Cette tâche ne fait que commencer.

Les événements remarquables survenus en Europe centrale et en Europe de l'Est sont vécus très intensément par des millions de citoyens canadiens qui y ont leurs racines. Beaucoup d'entre eux y ont encore de la famille et parlent la langue du pays. Certains ont été contraints de fuir leur patrie par des régimes qui ont depuis été renversés. La plupart ont des membres de leur famille ou des amis dont les espoirs ont été écrasés ou dont la réputation a été diminuée par ces régimes, mais qui ont aujourd'hui la chance de refaire leur vie et de bâtir une société nouvelle dans leur pays ancestral.

Il existe entre les Canadiens et les habitants d'Europe centrale et d'Europe de l'Est des liens personnels très étroits. Nous avons donc tout particulièrement intérêt à aider ces pays à devenir prospère et libres, et nous sommes dans une position privilégiée pour le faire.

La révolution de 1989 a des répercussions fondamentales pour tout

le continent européen — et pour l'Amérique du Nord qui, en termes de culture et d'histoire, est un miroir de l'Europe de l'autre côté de l'Atlantique. Il faudra faire montre de leadership et de créativité dans toutes les sphères de l'activité humaine, que ce soit sur les plans politique, militaire ou économique. Cela suppose une nouvelle approche canadienne non seulement vis-à-vis de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, mais aussi vis-à-vis de l'ensemble de l'Europe.

Le 5 février, à l'Université McGill de Montréal, j'ai annoncé que nous allions revoir notre politique à l'égard de l'Europe pour définir les intérêts du Canada dans cette partie du monde et mettre en place une stratégie qui serve ces intérêts. Cette revue est maintenant terminée, et je voudrais vous faire part de certaines des réflexions qu'elle a suscitées.

Je commencerai par deux observations de base. D'abord, l'enjeu du Canada en Europe ne doit pas être tenu pour acquis. Nous avons des intérêts aux quatre coins du globe et notre préoccupation passée au sujet de l'Europe ne doit pas servir d'étalon pour l'avenir. La politique ne saurait reposer sur la nostalgie. Nos intérêts en Europe sont réels, contemporains et impérieux.

Deuxièmement, le rôle du Canada ne sera pas nécessairement à la mesure de ses désires. De nouvelles forces économiques et politiques majeures sont à l'oeuvre, et le Canada n'a qu'une influence limitée sur elles. On ne nous confiera pas un rôle en Europe du simple fait que nous avons décidé que c'était dans notre intérêt. Ce rôle, nous devons le mériter. Et cela suppose créativité, réalisme et travail acharné.

Quels sont les intérêts principaux du Canada dans la nouvelle Europe?

Nous voulons entre autres nous assurer que l'Europe ne redeviendra pas ce qu'elle a déjà été; nous voulons aussi faire en sorte que l'Europe devienne le moteur du changement sur ce continent et dans le monde entier.

Notre intérêt premier reste la paix. Deux guerres mondiales durant ce siècle ont enseigné aux Canadiens qu'une Europe en paix avec elle-même est une Europe en paix avec le reste du monde.

Notre prospérité économique est tributaire de la stabilité dans le monde. Lorsque cette stabilité est menacée,

notre prospérité l'est aussi.

De façon plus directe, comme le commerce compte pour 30% de notre PNB, l'unification du marché en Europe de l'Ouest est d'une importance vitale pour l'emploi et la prospérité au Canada, et les vastes débouchés inexplorés en Europe de l'est peuvent avoir un potentiel énorme à long terme.

Sur le plan politique, les valeurs qui ont triomphé en Europe sont aussi les nôtres. Nous applaudissons à ce triomphe et nous nous réconfortons à l'idée que les démocraties sont fondamentalement plus pacifiques que les régimes totalitaires. La mise en place de démocraties durable dans cette partie du globe n'est pas simplement un devoir moral; c'est aussi un impératif de sécurité.

Enfin, les intérêts canadiens dans la nouvelle Europe sont liés non seulement aux développements qui s'y produisent mais aussi à l'évolution de la situation ailleurs dans le monde. Pendant des décennies, nous nous sommes souciés à un point tel de la fragilité de la paix en Europe que nous ne pouvions nous attaquer efficacement aux problèmes qui prenaient de plus en plus d'ampleur dans le monde; je fais allusion à la menace posée à l'environnement de la planète, aux crises amenées par le développement international et l'endettement, au fléau du trafic international des stupéfiants et à la prolifération de la terreur et des armes de destruction massive. Un grand nombre de ces problèmes n'ont pas leur origine en Europe. Mais nous étions tellement préoccupés par l'Europe idéologiquement et militairement — que nous avons eu tendance à accorder à ces problèmes une priorité bien moindre que celle qu'ils méritent. L'Europe ayant maintenant fait la paix avec elle-même, nous pouvons maintenant ensemble prendre d'urgence les mesures qui s'imposent à l'échelle planétaire.

Ainsi donc, nous ne nous intéressons pas à l'Europe pour des raisons historiques ou nostalgiques, et encore moins par charité. Ce n'est pas seulement la prospérité de l'Europe qui est en jeu; c'est aussi la nôtre.

Si nos intérêts en Europe n'ont rien perdu de leur intensité, les moyens par lesquels nous poursuivons ces intérêts doivent cependant changer radicalement. Ils doivent changer de manière à refléter le nouveau cadre de sécurité en